

La statistique publique délocalisée à Metz dès 2011 ?

Romain Aeberhardt (2003, Dépt. Études Économiques d'Ensemble)

Xavier Boutin (2004, Dépt. Études Économiques d'Ensemble)

Sébastien Roux (1996, Crest)

Fabien Toutlemonde (1999, Dépt. Comptes Nationaux)

Membres du Comité de Défense de la Statistique Publique

Le discours du Président de la République aux élus Mosellan début septembre, leur promettant la relocalisation rapide de plusieurs milliers d'emplois publics, dont 1 500 statisticiens, fait suite à l'élaboration d'un plan d'aménagement du territoire dont les jalons ont été posés pendant l'été.

.....
Les élèves de l'ENSAE ne se résument pas, loin de là, aux seuls administrateurs, mais la qualité du recrutement du corps de l'Insee est un signal d'attractivité de l'école pour les élèves non fonctionnaires de l'X et indirectement pour l'ensemble des admis. Les critères de choix déterminants pour les élèves sont les débouchés professionnels et la qualité de la formation. Or le départ d'une « partie importante » du système statistique public loin de la capitale administrative expose l'ENSAE à ces deux risques.

Une baisse de la qualité des recrutements

Ce déménagement va nuire à l'attractivité de l'ENSAE en dévalorisant à la fois les métiers statistiques et les métiers économiques auxquels l'Insee donne accès. D'une part, il va nuire aux perspectives de mobilité entre la Direction Générale de l'Insee (DG) et les Services Statistiques Ministériels (SSM), qui font la richesse d'une carrière dans la statistique publique. Ce faisant, il affecte directement l'intérêt d'une carrière à l'Insee. D'autre part, en déplaçant le centre de gravité de l'Insee loin de la capitale, il va amenuiser les possibilités de mobilité des administrateurs au sein de la haute fonction publique d'Etat. En particulier, le déménagement diminue la légitimité de l'ENSAE à former des élèves à l'évaluation des politiques publiques. Il s'agit d'une filière en développement, stratégique pour l'ENSAE dans le cadre du master commun avec l'X et Sciences-Po. La désaffection immédiate des X et des normaliens pour le corps de l'Insee sera une conséquence inéluctable de la baisse d'attractivité des carrières dans le système statistique et économique public. La dévalorisation de l'Insee entraîne celle de l'ENSAE. Elle menace ainsi directement la qualité du recrutement de l'école et donc la réputation du diplôme.

L'encadrement et la formation en question

L'ENSAE est une école à forte identité dont la spécificité repose sur sa spécialisation en économie quantitative, la finance et l'assurance en étant des branches particulières. Cette spécialisation, qui contribue massivement à la qualité de ses enseignements, doit beaucoup à la proximité de l'Insee et du service statistique public (SSP), en termes d'enseignements, de personnel encadrant, d'accès aux données et de problématiques soulevées. Perdant ce lien avec l'Insee, l'ENSAE perd de sa spécificité par rapport à d'autres formations.

Départs accrus vers le privé

La délocalisation de l'Insee à Metz aurait, outre des conséquences sur les situations personnelles des employés, des retombées fort négatives sur l'avenir du SSP. A court terme, il s'agira pour nombre de cadres de l'Insee de partir seuls ou de contraindre leur conjoint à quitter son emploi en région parisienne pour chercher du travail à Metz. Compte tenu de la conjoncture difficile de la région, reconnue par le gouvernement et les élus locaux, il est probable qu'une part importante des cadres de l'Insee choisisse plutôt de renoncer leur propre emploi afin de préserver leur cadre familial. Une telle situation risque de conduire de nombreux cadres du SSP à se tourner vers des solutions d'emploi alternatives, augmentant fortement les tensions sur un marché du travail restreint. L'éloignement géographique, associé à une déstructuration du service statistique public engendrée par une réorganisation à la va-vite, serait alors la

cause d'une fuite rapide des cadres de l'Insee, en particulier vers les secteurs la banque et de l'assurance, traditionnellement employeurs de diplômés de l'école bien qu'actuellement dans une conjoncture défavorable. Mais ils se tourneront aussi vers les métiers du conseil, les instituts de sondage, l'analyse macroéconomique, etc. En plus d'une désorganisation transitoire, inévitable lors d'une relocalisation de plus d'un tiers des effectifs d'une organisation, déménagement aura ainsi des conséquences long terme, potentiellement dramatiques, sur qualité de l'encadrement à l'Insee.

Un impact sur la qualité de la statistique publique

Dans le cadre de ses missions, le SSP assure traditionnellement une couverture importante du territoire. Plus des deux-tiers des effectifs sont déjà localisés en région (voir tableau). Néanmoins, la présence de la DG et des SSM à proximité de la capitale administrative correspond une nécessité fonctionnelle. Sans compter les difficultés opératoires pour la tenue de réunions rassemblant quotidiennement des personnes venant toute la France, ce déménagement soulève des questions d'efficacité des politiques publiques.

La bonne marche du système repose sur l'interaction des producteurs de statistiques d'études avec de très nombreux partenaires, tels que les unités opérationnelle des ministères, les chercheurs, les partenaires sociaux, les siège des grandes entreprises, etc. Le déplacement à Metz mettra à mal des synergies qui se sont créées au fil du temps : les technologies de communication modernes ne sauraient remplacer intégralement la proximité géographique. Il déstabilisera un écosystème fragile dont l'efficacité du modèle a été confirmée par tous les audits récents de l'Insee. Il diminuera la qualité et la pertinence de données et d'analyses nécessaires au débat public démocratique et à l'activité de nombreux secteurs économiques.

Nous reconnaissons la nécessité d'un plan d'aménagement du territoire ambitieux pour le Nord-Est. Néanmoins, la délocalisation d'un millier d'agents de la statistique publique ne semble pas à la hauteur des enjeux économiques locaux, la statistique publique ne disposant manifestement pas d'effets d'entraînement, notamment en raison d'une faible externalisation de ses activités. Au regard de ces bénéfices incertains, les coûts financiers, organisationnels et humains de la délocalisation du système statistique public semblent disproportionnés. Nous appelons donc l'ensemble des diplômés de l'ENSAE à s'intéresser à cette question et à appuyer notre démarche de défense de la qualité et de l'efficacité du service statistique public.

Chiffres et documents pour en savoir plus

	Ensemble	Services centraux	Services régionaux et départementaux
Insee	5 723	1 793*	3 930*
Ministères	2 539	1 421	1 118
Insee + Ministères	8 262	3 214	5 048

* y compris personnel du GENES et du CEFIL, non compris les élèves (élèves administrateurs, élèves attachés, contrôleurs en formation).

Liens internet vers :

La circulaire François Fillon du 21 juillet 2008

<http://www.diact.gouv.fr/IMG/Fichiers/ACTUALITES/EN%20BREF/Circulaire%20n%205318%20SGG%20du%2025%20juillet%202008.pdf>

Le dossier de presse Hubert Falco du 16 septembre 2008

http://www.diact.gouv.fr/IMG/Fichiers/ACTUALITES/COMMUNIQUE%20PRESSE/16.09.08_-_Dossier_presse_H._Falco_bilan_restructurations.__cle0ee7ae.pdf

Tracts de l'intersyndicale de la statistique publique

<http://cgtinsee.free.fr/dossiers/delocalisation/metz.htm>